

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

## LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et autres Pays d'expression française... 1 an 6 mois		
Ordinaire ..... 1.300 frs 800 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO	La ligne ..... 80 frs
Avion ..... 3.300 frs 1.700 frs	B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME.	minimum ..... 250 frs
Etranger ..... 1 an 6 mois	Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.	Chaque annonce répétée : moitié prix :
Ordinaire ..... 1.600 frs 900 frs	Les abonnements et annonces sont payables d'avance.	minimum ..... 250 frs
Avion ..... 3.750 frs 2.300 frs		Direction, Rédaction et Administration :
Prix du numéro { Au comptant à l'imprimerie : 75 frs		Cabinet du Président de la République
{ Par porteur ou par poste :		Téléphone 27-01 — LOME
{ Togo, France et autres Pays		
{ d'expression française ..... 90 frs		
{ Etranger : Port en sus.		

## SOMMAIRE

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

##### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1966

5 août — Décret n° 66-129 portant nomination dans l'Ordre du Mono .....	527
5 août — Décret n° 66-130 portant nominations dans l'Ordre du Mono .....	527
15 nov. — Décret n° 66-199 portant approbation du compte administratif de la commune de Lomé, exercice 1965 .....	527
15 nov. — Décret n° 66-200 portant approbation du budget additionnel de la commune de Lomé, exercice 1966 .....	527
15 nov. — Décret n° 66-201 portant approbation du compte administratif, exercice 1965, de la commune d'Atakpamé. ....	527
15 nov. — Décret n° 66-202 portant approbation du budget additionnel de la commune d'Atakpamé, exercice 1966 .....	528

1966

25 nov. — Arrêté n° 169/PR/INT portant nomination du directeur de la sûreté nationale. ....	528
Arrêté portant attribution de bourses d'études à Bamako ..	528

#### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décision portant engagement .....	528
-----------------------------------	-----

#### VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1966

8 nov. — Arrêté n° 402/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kétévi Evariste. ....	529
8 nov. — Arrêté n° 403/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Wilson Victor. ....	529
8 nov. — Arrêté n° 404/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au soldat Kadansohou Tchindja. ....	530
8 nov. — Arrêté n° 405/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au soldat Agnilonda Koumiko .....	530
8 nov. — Arrêté n° 406/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Plinn Couessan Raphaël .....	530
8 nov. — Arrêté n° 407/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au soldat Acakpo Tiatcharo. ....	530
8 nov. — Arrêté n° 408/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Atsou Sakpo .....	530
8 nov. — Arrêté n° 409/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Combey Adjété Ebénézer .....	531
8 nov. — Arrêté n° 410/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kanquay Richard .....	531

8 nov. — Décision n° 671-D/VP/MF/MEN accordant une subvention à l'office de coopération et d'accueil universitaire à Paris .....	528
8 nov. — Décision n° 672-D/VP/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'ordre de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar dite «ASECNA» .....	528
9 nov. — Décision n° 676-D/VP/MFE/MF/F portant autorisation de mandatement d'une somme à l'ordre de l'agence spéciale de Tsévié ....	529
18 nov. — Arrêté n° 411/VP/MFE/MF/CR modifiant et complétant l'arrêté n° 325/VP/MFE/MF/CR du 12 août 1966 portant concession d'une pension de retraite à M. Mensah Ferdinand .....	531
18 nov. — Arrêté n° 412/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au soldat Komi Adjinaré .....	532
18 nov. — Arrêté n° 413/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au caporal-chef Kuyele Talité .....	532
18 nov. — Arrêté n° 414/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à l'adjudant Badjassem Thérodoba .....	532
18 nov. — Arrêté n° 415/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au soldat Salekouman Faratouma .....	533
18 nov. — Arrêté n° 416/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au soldat Tchambani Ako .....	533
18 nov. — Arrêté n° 417/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Lawson Messan Amos .....	533
26 nov. — Arrêté n° 418/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au maréchal des logis-chef Aledi Pascal ...	533
26 nov. — Arrêté n° 419/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au gardien de la paix principal Tchobo Sossou .....	533
26 nov. — Arrêté n° 420/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Sossou Boniface .....	534
26 nov. — Décision n° 701-D/VP/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation commune africaine et malgache dite (OCAM) .....	529
26 nov. — Décision n° 702-D/VP/MFE/F portant autorisation de remboursement d'une somme au profit du délégué permanent du Togo auprès de l'UNESCO .....	529
26 nov. — Décision n° 711-D/VP/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au Fonds d'Entraide et de Garantie du Conseil de l'Entente pour 1966 .....	529
26 nov. — Décision n° 712-D/VP/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'ASECNA pour le 4 <sup>e</sup> trimestre 1966.....	529
Arrêté n° 609/VP/MFE/MF/CR du 22 septembre 1965 portant révision de pensions de veuve et d'orphelin de M. Zinsou Philippe Hogbonouto (rectificatif) .....	534
Arrêtés et décisions portant délégation de signature, affectation, engagement, octroi d'allocations scolaires et approbation de rôles .....	534

## MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

1966

19 nov. — Arrêté n° 27/MJ portant désignation d'un représentant de l'Etat en justice .....	538
--	-----

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

1966

17 nov. — Arrêté n° 63/INT portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la circonscription de Tsévié, exercice 1966 ..	538
Décision portant constatation d'absence irrégulière .....	538

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,  
DES TRANSPORTS,  
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1966

11 nov. — Arrêté n° 20/MTP/DMG/SC relatif au transfert de la carrière d'extraction de sable de mer route Aflao-Anécho du PK 16 et PK 16,500 au PK 21 et PK 22 .....	539
Décision portant détachement .....	539

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant intégrations, titularisations, nominations, engagement, affectations, fin de détachement, rétablissement de situation administrative, passage automatique d'échelon, maintien en disponibilité et licenciement .....	539
---	-----

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décisions portant affectation, engagements et acceptation de démission .....	544
--	-----

## MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

1966

15 nov. — Décision n° 143-D/MER/Ag. portant ouverture d'un concours de recrutement de 10 élèves pour le centre d'apprentissage agricole de Tové .....	544
---	-----

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décision interministérielle portant licenciement et admission à l'école nationale des infirmiers et infirmières d'Etat du Togo et décision portant licenciement .....	544
---	-----

## AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'immatriculation au registre de commerce .....	545
--	-----

**ACTES DU GOUVERNEMENT  
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

**DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES**

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

**DECRET N° 66-129 du 5 août 1966 portant nomination dans l'Ordre du Mono.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la loi numéro 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 ;

Vu le décret numéro 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée ;

**D E C R E T E :**

Article premier. — Son Excellence le Président Félix Houphouët-Boigny de la République de Côte d'Ivoire est élevé, à titre exceptionnel, à la dignité de Grand-Croix de l'Ordre du Mono.

Art. 2. — Le présent décret, qui prend effet pour compter du 7 août 1966, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 5 août 1966.

N. Grunitzky

**DECRET N° 66-130 du 8 août 1966 portant nominations dans l'Ordre du Mono.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la loi numéro 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 ;

Vu le décret numéro 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée ;

**D E C R E T E :**

Article premier. — Sont nommées dans l'Ordre du Mono, à titre exceptionnel et étranger, les personnalités ci-après :

**1 — A la dignité de Grand Officier :**

MM. Philippe Yacé — président de l'Assemblée nationale de la République de Côte d'Ivoire

Auguste Denise — ministre d'Etat de la République de Côte d'Ivoire

Alphonse Boni — président de la cour suprême de la République de Côte d'Ivoire

Mamadou Coulibaly — président du conseil économique et social de la République de Côte d'Ivoire.

**2 — Au Grade d'Officier :**

MM. Gérard Issanchou — expert agréé près les tribunaux et la cour d'appel d'Abidjan

Georges Ouegnin — chef de Protocole à la Présidence de la République de Côte d'Ivoire.

**3 — Au Grade de Chevalier :**

Mme Emmy Issanchou, née Profols — assistante médicale à Abidjan.

Art. 2 — Le présent décret, qui prend effet pour compter du 7 août 1966, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 5 août 1966.

N. Grunitzky

**Approbation de comptes administratifs  
et de budgets additionnels**

Par décrets pris en conseil des ministres :

N° 66-199 du 15-11-66 — Le compte administratif de la commune de Lomé, exercice 1965, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de cent cinquante huit millions six mille cinq cent quarante deux frs. (158.006.542 francs) ;

En dépenses à la somme de cent trente sept millions neuf cent cinquante quatre mille quarante huit frs. (137.954.048 frs.) faisant apparaître un excédent de recettes de vingt millions cinquante deux mille quatre cent quatre vingt quatorze francs (20.052.494 francs), qui sera pris en recettes au budget additionnel de l'exercice 1966.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1965 s'élevant au total à seize millions sept cent trente huit mille deux cent quarante et un francs (16.738.241 francs).

N° 66-200 du 15-11-66 — Le budget additionnel de la commune de Lomé, exercice 1966, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de quatre vingt dix neuf millions quatre cent trente neuf mille cent quatre vingt quinze francs (99.439.195 francs).

N° 66-201 du 15-11-66 — Le compte administratif de la commune d'Atakpamé, exercice 1965, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de dix millions huit cent treize mille neuf cent soixante quatorze frs. (10.813.974 francs) ;

En dépenses à la somme de huit millions sept cent soixante seize mille neuf cent quatre vingt onze francs (8.776.991 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de deux millions trente six mille neuf cent quatre vingt trois francs (2.036.983 francs) qui sera porté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1966.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1965 s'élevant au total à quatre millions cinq cent quarante sept mille six cent quatre vingt quatorze francs (4.547.694 francs).

N° 66-202 du 15-11-66 — Le budget additionnel de la commune d'Atakpamé, exercice 1966, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de quatre millions deux cent soixante seize mille soixante treize francs (4.276.073 francs).

#### Nomination

N° 169-PR-INT du 25-11-66 — Le lieutenant de gendarmerie Comlan Paul, commandant le groupement n° 2 de Sokodé, est nommé directeur de la sûreté nationale en remplacement de M. Ayayi Atayi Alphonse, appelé à d'autres fonctions.

A ce titre et outre son traitement, l'intéressé percevra une indemnité mensuelle spéciale de sujétion de vingt mille francs.

Les ministres de l'intérieur, des finances et de la défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### Attribution de bourses d'études à Bamako

N° 165-PR-MEN du 16-11-66 — Est attribuée pour l'année scolaire 1966-1967, une bourse d'études à chacun des élèves dont les noms suivent, et qui sont admis en première année de l'école des travaux publics de Bamako :

*Etudes envisagées à compter d'octobre 1966.*

Ajavon Laurent, né en 1946 — 1re année des Travaux Publics.

Alassani Boukari, né en 1949 — 1re année des Travaux Publics.

Daoudou Amadou, né en 1949 — 1re année de Géométrie.

Doe-Bruce Thomas, né en 1947 — 1re année de Géologie.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, exercice 1966, chapitre 40, article 4.

### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

#### Engagement

N° 165-D-PR-MDN du 16-11-66 — Les personnes dont les noms suivent sont engagées comme agents non fonctionnaires des services administratifs en qualité de :

*employé de bureau — 5<sup>e</sup> catégorie échelle A.*

Glassou Kossi Jacques — à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1966.

*employé de bureau — 4<sup>e</sup> catégorie échelle A.*

Gatim Tagmandja Gbandi — à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1966.

Conformément à l'article II de l'arrêté n° 852-54-ITLS du 7 septembre 1954, les intéressés sont considérés en période de stage pendant six mois à compter de la date de leur engagement. A l'issue de cette période, il sera statué sur leur sort ; ils feront, alors, l'objet d'une nouvelle décision. En l'absence de nouvelle décision, les intéressés seront réputés confirmés dans leur emploi.

### VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

#### Subvention

N° 671-D-MF-MEN du 8-11-66 — Une subvention de 6.931.260 francs cfa (six millions neuf cent trente et un mille deux cent soixante francs cfa) soit 138.625,20 FF (cent trente huit mille six cent vingt-cinq FF vingt centimes) est accordée à l'Office de Coopération et d'Accueil Universitaire à Paris, en vue de paiement des allocations scolaires des étudiants boursiers du Togo en France pour la période du 4<sup>e</sup> trimestre 1966 (octobre-novembre-décembre 1966) suivant détails ci-après :

47 bourses cat. D + 10 bourses cat. E = 57 bourses

Allocations brutes :  $20.000 \times 57 \times 3 = 3.420.000$

Prestations tarifées à 40% :

$3.420.000 \times 40$

100

1.368.000

Total = 4.788.000

Frais fonctionnement office à 2% :

$4.788.000 \times 2$

100

337.500

Renouvellement et entretien trousseau :

$30.000 \times 57$

= 1.710.000

Total

6.931.260 cfa

ou 138.625,20 FF

Le montant de cette subvention sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au profit de l'agent comptable de l'Office de Coopération et d'Accueil Universitaire de Paris, compte chèque postal — Paris 9.061.41.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1966 — chapitre 40, article 1.

#### Autorisations de paiement

N° 672-D-VP-MFE-F du 8-11-66 — Est autorisé le paiement à l'ordre de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar dite « ASEANA » — à son compte U.T.B. n° 9.270.142 Lomé, de la somme de dix millions quatre vingt douze mille sept cent cinquante (10.092.750) francs cfa, à titre de participation du Togo au budget de cet organisme pour le 3<sup>e</sup> trimestre 1966.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, exercice 1966, chapitre 37, article 4.

N° 676-D-VP-MFE-MF-F du 9-11-66 — Est autorisé le mandatement de la somme de deux cent cinquante mille cinq cents (250.500) francs cfa, pour couvrir le déficit de l'encaisse constaté à l'agence spéciale de Tsévié en 1963.

La dépense, qui est imputable au budget général du Togo, exercice 1966, chapitre 34, article 6, sera mandatée par les soins du service des finances au nom du trésorier-payeur, qui est chargé de régulariser les opérations en créditant l'agent spécial de Tsévié de la dite somme.

N° 701-D-VP-MFE-F du 26-11-66 — Est autorisé le paiement de la somme de cent mille (100.000) francs cfa au profit de l'organisation commune africaine et malgache dite (OCAM) à titre de don du gouvernement togolais à l'occasion du festival mondial des arts nègres qui a eu lieu à Dakar en avril 1966.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 31.075.367 chez la société camerounaise de Banque à Yaoundé.

La dépense est imputable au budget général du Togo, chapitre 34, article 6, exercice 1966.

N° 702-D-VP-MFE-MF-F du 26-11-66 — Est autorisé le remboursement à M. N'Sougan Agblemagnon, délégué permanent du Togo auprès de l'UNESCO, 82, Rue Cardinet Paris 17<sup>e</sup>, de la somme de trente deux mille cinq cents (32.500) francs cfa, représentant les frais de voyage supplémentaires par avion en première classe de Téhéran-Beyrouth-Paris, supportés par lui-même.

La dépense, qui est imputable au budget général du Togo, chapitre 33, article 14, exercice 1966, sera mandatée au nom de l'intéressé et virée à son compte n° 54.147-U Crédit Lyonnais — Agence M, 73 Avenue de Villiers — Paris XVII<sup>e</sup>.

N° 711-D-VP-MFE-F du 26-11-66 — Est autorisé le paiement de la somme de vingt quatre millions (24.000.000) de francs cfa, représentant la participation de la République togolaise au « Fonds d'Entraide et de Garantie du Conseil de l'Entente » pour l'année 1966.

La dépense, qui est imputable au compte hors budget 115-35, sera mandatée par les soins du service des finances et virée au compte n° 35.057.779-W. B.I.A.O. — 9, Avenue de Messine — Paris 9<sup>e</sup>.

N° 712-D-VP-MFE-F du 26-11-66 — Est autorisé le paiement à l'ordre de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar dite « ASECNA », à son compte U.T.B. n° 9.270.142-Lomé, de la somme de dix millions quatre vingt treize mille huit

cent quatre vingt dix huit (10.093.898) francs cfa à titre de participation du Togo au budget de cet organisme pour le 4<sup>e</sup> trimestre 1966.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, exercice 1966, chapitre 37, article 4.

#### Concession de pensions de retraite

N° 402-VP-MFE-MF-CR du 8-11-66 — Une pension d'ancienneté avec dispense de la condition d'âge (pourcentage 70%) au montant annuel de trois cent mille cent soixante seize (300.176) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kétévi Evariste, chef station principal de classe exceptionnelle des chemins de fer du Togo (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kétévi Evariste, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1966, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Joseph, né le 10 juin 1941  
Michel, né le 18 février 1945  
Claudine, née le 12 mars 1945  
Philippe-Mars, né le 26 mai 1946  
Cathérine, née le 30 avril 1946  
Euphrasie, née le 13 mars 1948.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante quinze mille quarante quatre (75.044) francs pour compter du 1<sup>er</sup> août 1966.

M. Kétévi Evariste pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 15<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Richard, né le 25 mars 1951  
Nestor, né le 26 février 1953  
Cyprienne, née le 27 avril 1955  
Cyprien, né le 27 avril 1955  
Reverend, né le 17 octobre 1955  
Béatrice, née le 30 juillet 1959  
Léopold, né le 15 octobre 1959  
Rita, née le 23 janvier 1962  
Agnès, née le 21 janvier 1965.

N° 403-VP-MFE-MF-CR du 8-11-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 70%) au montant annuel de deux cent vingt huit mille sept cent quatre (228.704) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Wilson Victor, agent de maîtrise de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Wilson Victor, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Laurent, né le 10 août 1936  
 Victorine, née le 30 janvier 1940  
 Clémentine, née le 11 octobre 1942  
 Séwa, né le 15 janvier 1945  
 Virginie, née le 8 septembre 1948.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante cinq mille sept cent quarante (45.740) francs pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966.

M. Wilson Victor pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6<sup>e</sup> au 9<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Augustine, née le 28 août 1952  
 Georges, né le 4 décembre 1954  
 Françoise, née le 4 octobre 1956  
 Antoinette, née le 27 octobre 1960.

N° 404-VP-MFE-MF-CR du 8-11-66 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 32%) au montant annuel de cinquante quatre mille huit cent quatre vingt huit (54.888) francs payable sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> février 1966 ; de soixante sept mille cent quatre vingt huit (67.188) francs pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1961 sur les fonds de l'Etat français à M. Kadansohou Tchindja, soldat de 1<sup>re</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon n° mle 87.508 du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

Par application des dispositions de l'article 16 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, l'intéressé conserve la pension servie par la France, celle-ci étant plus avantageuse.

M. Kadansohou Tchindja pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 7<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Banawé, née en 1946  
 Essobehéyou, né en 1949  
 Kyde, né en 1951  
 Kossi, né le 12 juillet 1953  
 Comlanvi, né le 29 mars 1958  
 Babanamé, né le 15 mars 1961  
 Jénèse, née le 23 novembre 1961.

N° 405-VP-MFE-MF-CR du 8-11-66 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 32%) au montant annuel de cinquante quatre mille huit cent quatre vingt huit (54.888) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agnilonda Koumiko, soldat de 1<sup>re</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon n° mle 87.538 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> avril 1966.

M. Agnilonda Koumiko pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Alouadjou, né le 9 avril 1955  
 Comlan, né le 1<sup>er</sup> novembre 1958.

N° 406-VP-MFE-MF-CR du 8-11-66 — Une pension proportionnelle (pourcentage 53%) au montant annuel de deux cent cinq mille six cent trente deux (205.632) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Plinn Couessan Raphaël, agent de maîtrise principal 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1966.

M. Plinn Couessan Raphaël pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6<sup>e</sup> au 12<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Perpétue, née le 8 avril 1947  
 Félicité, née le 8 avril 1947  
 Lydie, née le 3 août 1949  
 Julienne, née le 8 août 1954  
 Dovi, né le 28 mai 1957  
 Lambert, né le 21 septembre 1959  
 Léopold, né le 24 septembre 1962.

N° 407-VP-MFE-MF-CR du 8-11-66 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 32%) au montant annuel de cinquante quatre mille huit cent quatre vingt huit (54.888) francs payable sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1966 ; de quatre vingt onze mille neuf cent vingt (91.920) francs pour compter du 1<sup>er</sup> février 1963 sur les fonds de l'Etat français à M. Acakpo Tiatcharo, soldat de 1<sup>re</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon n° mle 87.235 du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

Par application des dispositions de l'article 16 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, l'intéressé conserve la pension servie par la France, celle-ci étant plus avantageuse.

M. Acakpo Tiatcharo pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Philippe, né le 27 mai 1962  
 Mathilde, née le 14 mars 1964.

N° 408-VP-MFE-MF-CR du 8-11-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 71%) au montant annuel de cent quatre vingt deux mille six cent quatre vingts (182.680) francs est attribuée sur les fonds de la caisse



de retraites du Togo à M. Atsou Sakpo, agent spécialisé principal 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 630) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Atsou Sakpo, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Josephine, née en 1938  
Thérèse, née en 1941  
Jean, né en 1941  
Paul, né en 1943  
Philippe, né en 1944  
Célina, née en 1947.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante cinq mille six cent soixante douze (45.672) francs pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966.

M. Atsou Sakpo pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Améyo, née le 5 décembre 1952  
Djatougbe, née le 27 décembre 1952  
Ajoyo, née le 5 février 1953  
Jacques, né le 3 mai 1956  
Gabriel, né le 19 février 1957  
Rose, née le 19 octobre 1957  
Cécile, née le 15 avril 1958  
Joseph, né le 31 mars 1959  
Richard, né le 15 avril 1961  
Elisabeth, née le 17 juin 1964  
Simon, né le 20 avril 1966  
Jeannette, née le 12 juin 1966.

N° 409-VP-MFE-MF-CR du 8-11-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de cent soixante six mille neuf cent seize (166.916) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Combey Adjété Ebénézer, agent spécialisé principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Combey Adjété Ebénézer, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Delphine, née le 28 février 1938  
Anyoko, née le 27 juin 1940  
Agnélé, née le 18 novembre 1943  
Gustave, né le 19 septembre 1944  
Abalo, né le 4 mars 1948  
Elisabeth, née le 5 décembre 1948.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante et un mille sept cent trente deux (41.732) francs pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966.

M. Combey Adjété Ebénézer pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Thérèse, née le 25 octobre 1950  
Jérôme, né le 30 septembre 1951  
Léontine, née le 18 avril 1953  
Philippe, né le 23 août 1953  
Pierrette, née le 19 octobre 1954  
Josephine, née le 12 mai 1956  
Célestin, né le 24 septembre 1958  
Eugénie, née le 15 novembre 1958  
Juliette, née le 14 mai 1961  
Bertille, née le 3 novembre 1962  
Henri, né le 17 juillet 1963  
Joachim, né le 20 mars 1966  
Victor, né le 21 juillet 1966.

N° 410-VP-MFE-MF-CR du 8-11-66 — Une pension proportionnelle (pourcentage 59%) au montant annuel de cent cinquante et un mille huit cent quatre (151.804) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kanquay Richard, agent spécialisé principal 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo (indice 630) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1966.

M. Kanquay Richard pourra prétendre pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5<sup>e</sup> au 9<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Dopé, née le 20 mai 1948  
Emmanuel, né le 16 mai 1954  
Julien, né le 27 janvier 1962  
André, né le 29 novembre 1964  
François, né le 29 janvier 1965.

N° 411-VP-MFE-MF-CR du 18-11-66 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 325-VP-MFE-MF-CR du 12 août 1966 portant concession d'une pension de retraite.

Une pension d'ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de quatre cent sept mille neuf cent quatre vingt douze (407.992) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensahi Ferdinand, sous-inspecteur de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel du réseau des chemins de fer du Togo (indice 1350) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensah Ferdinand, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1966, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale, au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Patricia, née le 11 juillet 1939  
Têko, né le 5 mai 1941  
Bénito, né le 27 avril 1946  
Roger, né le 28 juillet 1948  
Yolande, née le 31 janvier 1949.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt et un mille six cents (81.600), francs pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1966.

M. Mensah Ferdinand pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6<sup>e</sup> au 12<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Anita, née le 2 février 1950  
Angelo, né le 7 février 1953  
Marie, née le 28 août 1957  
Wilhelm, né le 1<sup>er</sup> septembre 1957  
Angela, née le 14 mai 1960  
Wilhelmine, née le 26 mars 1961  
José Charles, né le 14 juin 1966.

Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1967, le parag. ci-dessus est modifié comme suit :

M. Mensah Ferdinand pourra prétendre, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6<sup>e</sup> au 9<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Anita, née le 2 février 1950  
Angelo, né le 7 février 1953  
Marie, née le 28 août 1957  
Wilhelm, né le 1<sup>er</sup> septembre 1957  
Wilhelmine, née le 26 mars 1961.

N° 412-VP-MFE-MF-CR du 18-11-66 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 60%) au montant annuel de soixante sept mille trois cent quatre vingt huit (67.388) francs payable sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 11 août 1965 ; de cent quatre vingt treize mille six cent quatre vingt huit (193.688) frs pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1963 sur les fonds de l'Etat français à M. Komi Adjinaré, soldat de 1<sup>re</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon n° mle 82.414 du personnel des forces armées togolaises (indice 275) admis à la retraite.

Par application des dispositions de l'article 16 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, l'intéressé conserve la pension servie par la France, celle-ci étant plus avantageuse.

M. Komi Adjinaré pourra prétendre, pour compter du 11 août 1965 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 10<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Michel, né le 4 janvier 1954  
Mathurin, né le 29 novembre 1956

Jean, né le 28 juin 1958  
Léopold, né le 16 octobre 1959  
Maurice, né le 22 septembre 1960  
Etienne, né le 1<sup>er</sup> juin 1961  
Jean, né le 21 août 1962  
Delphine, née le 26 novembre 1963  
Thomas, né le 6 mars 1964  
Cathérine, née le 28 mai 1964.

N° 413-VP-MFE-MF-CR du 18-11-66 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 45%) au montant annuel de cent cinq mille six cent soixante seize (105.676) francs payable sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1966 ; de cent vingt cinq mille deux cent quatre vingt quatorze (125.294) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963 sur les fonds de l'Etat français à M. Kuiyéle Talité, caporal-chef de 5<sup>e</sup> échelon n° mle 87.568 du personnel des forces armées togolaises (indice 575) admis à la retraite.

Par application des dispositions de l'article 16 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, l'intéressé conserve la pension servie par la France, celle-ci étant plus avantageuse.

M. Kuiyéle Talité pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Joseph, né le 26 décembre 1956  
Pascal, né le 29 novembre 1961  
Simon, né le 6 janvier 1964  
Angèle, née le 6 janvier 1964  
André, né le 3 novembre 1964.

N° 414-VP-MFE-MF-CR du 18-11-66 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 45%) au montant annuel de cent soixante quatorze mille cinq cent quatre vingt douze (174.592) francs payable sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1966 ; de cent soixante dix huit mille sept cent dix (178.710) francs pour compter du 1<sup>er</sup> août 1962 sur les fonds de l'Etat français à M. Badjassem Thérodba, adjudant de 2<sup>e</sup> échelon n° mle 85.487 du personnel des forces armées togolaises (indice 950) admis à la retraite.

Par application des dispositions de l'article 16 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, l'intéressé conserve la pension servie par la France, celle-ci étant plus avantageuse.

M. Badjassem Thérodba pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Emilien, né le 24 décembre 1958  
Cathérine, née le 24 novembre 1962  
Sulpice, né le 19 janvier 1964  
Victoire, né le 23 décembre 1964  
Nicolle, née le 15 décembre 1965.



N° 415-VP-MFE-MF-CR du 18-11-66 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 39%) au montant annuel de soixante six mille huit cent quatre vingt seize (66.896) francs payable sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1966 ; de quatre vingt sept mille neuf cent soixante (87.960) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963 sur les fonds de l'Etat français à M. Salekouman Faratouma, soldat de 1<sup>re</sup> classe n° mle 87.550 du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

Par application des dispositions de l'article 16 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, l'intéressé conserve la pension servie par la France, celle-ci étant plus avantageuse.

M. Salekouman Faratouma pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Casimir, né le 4 mars 1958  
Jacqueline, née le 16 mai 1960  
Claude, né le 5 juin 1962  
Michel, né le 28 septembre 1964  
Colette, née le 3 mars 1965.

N° 416-VP-MFE-MF-CR du 18-11-66 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 56%) au montant annuel de soixante deux mille huit cent quatre vingt seize (62.896) francs payable sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 11 août 1965 ; de cent soixante sept mille neuf cent quarante (167.940) francs pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1962 sur les fonds de l'Etat français à M. Tchambani Ako, soldat de 1<sup>re</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon n° mle 82.197 du personnel des forces armées togolaises (indice 275) admis à la retraite.

Par application des dispositions de l'article 16 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, l'intéressé conserve la pension servie par la France, celle-ci étant plus avantageuse.

M. Tchambani Ako pourra prétendre, pour compter du 11 août 1965 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Miguida, né en 1948  
Bougonoum, né en 1950  
Naim, né le 11 juillet 1954.

N° 417-VP-MFE-MF-CR du 18-11-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 68%) au montant annuel de deux cent vingt deux mille cent soixante douze (222.172) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Messan Amos, agent de maîtrise de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo (indice 800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1966.

M. Lawson Messan Amos pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2<sup>e</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Ezéchiél, né le 30 décembre 1947  
Florença, née le 19 février 1953  
Walter, né le 13 juin 1957  
Monor, né le 1<sup>er</sup> mai 1958.

N° 418-VP-MFE-MF-CR du 26-11-66 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 39%) au montant annuel de cent vingt sept mille quatre cent vingt (127.420) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Alédi Pascal, maréchal des logis-chef de 3<sup>e</sup> échelon n° mle 1899 du corps du personnel de la gendarmerie nationale (indice 800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1966.

M. Alédi Pascal pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Komlan, né le 5 mars 1953  
Hodabalo, né le 25 juillet 1953  
Améyo, née le 4 février 1956  
Claude, né le 17 novembre 1956  
Joseph, née le 19 mars 1959  
Patrice, né le 1<sup>er</sup> mai 1961.

N° 419-VP-MFE-MF-CR du 26-11-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 69%) au montant annuel de cent quatre vingt huit mille huit cent quatre (188.804) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchobo Sossou, gardien de la paix principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de la police togolaise (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchobo Sossou, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Bayi, née le 31 octobre 1936  
Julienne, née le 12 avril 1939  
Cyprien, né le 16 septembre 1941  
Faustine, née le 4 décembre 1943  
Bernardette, née le 20 mai 1944  
Cyriaque, né le 28 juillet 1946.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante sept mille deux cent quatre (47.204) francs pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966.

M. Tchobo Sossou pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 16<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Rose, née le 25 février 1947  
 Hyacinthe, né le 11 septembre 1947  
 Bertin, né le 4 septembre 1949  
 Irmine, née le 24 décembre 1951  
 Catherine, née le 3 février 1953  
 Brigitte, née le 7 octobre 1953  
 Jeanne, née le 14 septembre 1954  
 Simonne, née le 18 février 1957  
 Jean, né le 8 mars 1957  
 Marcel, né le 29 décembre 1961.

N° 420-VP-MFE-MF-CR du 26-11-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 73%) au montant annuel de deux cent cinquante trois mille quatre cent douze (253.412) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sossou Boniface, agent de maîtrise de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sossou Boniface, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Akuété, né le 10 janvier 1938  
 Akuète, né le 10 janvier 1938  
 Justine, née le 26 juillet 1941  
 Boniface, né le 31 décembre 1943  
 Ernest, né le 19 septembre 1944  
 Julienne, née le 18 juin 1946.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante trois mille trois cent cinquante six (63.356) francs pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966.

M. Sossou Boniface pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 13<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Rémi, né le 8 octobre 1946  
 Martine, née le 19 janvier 1951  
 Gisèle, née le 7 juin 1951  
 Adèle, née le 25 juin 1954  
 Yves, né le 19 mai 1957  
 Jules, né le 12 avril 1958  
 François, né le 14 octobre 1961.

#### Rectificatif

**RECTIFICATIF** du 18-11-66 à l'arrêté numéro 609-VP-MFEP-MF-CR du 22 septembre 1965 portant révision d'une pension de veuve et d'orphelin.

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Kétévi Evariste, chargé de leur tutelle.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux enfants sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Zogbessou Gilbert, chargé de leur tutelle.

Le reste sans changement.

#### Délégation de signature

N° 684-D-VP-MFE-CF du 17-11-66 — M. Akouesson Emmanuel, secrétaire d'administration 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon est habilité à signer les pièces soumises au visa du ministre des finances (contrôle financier) au lieu et place de M. Adorgloh Raphaël, attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, contrôleur financier du budget général par intérim, parti en mission.

La présente décision prendra effet pour compter de la date du départ de M. Adorgloh jusqu'à son retour.

#### Affectation

N° 697-D-VP-MFE-MF-SD du 26-11-66 — M. Yigan Joseph, inspecteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, est affecté à la direction des douanes pour compter du 11 août 1966.

#### Engagement

N° 686-D-VP-MFE du 19-11-66 — Mlle Allidou Félicité est engagée en qualité de dactylographe permanent à la 3<sup>e</sup> catégorie échelle A pour servir à la direction du cabinet de la Vice-Présidence en remplacement de M. Ahiapokpor Gerson affecté à la direction du Haut-Commissariat au Plan.

Le salaire de l'intéressée sera imputé au chapitre 8, article 2 du budget général — exercice 1966.

La présente décision aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1966.

#### Allocations scolaires

N° 679-D-VP-MFE-MEN du 9-11-66 — Une allocation scolaire de 380.000 francs CFA (trois cent quatre vingt mille CFA) est accordée aux élèves boursiers togolais de l'école d'assistants d'élevage de Bamako pour la période du 4<sup>e</sup> trimestre 1966 (du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 1966) suivant détails ci-après :

Par élève et par mois :	25.000
Odah Yao Jean :	25.000 x 3 = 75.000
Ukoh Auguste :	25.000 x 3 = 75.000
Amadoto Christian :	25.000 x 3 = 75.000
Kussiaku Jonathan :	25.000 x 3 = 75.000
Frais de scolarité des quatre élèves pour l'année scolaire 1966-1967 :	20.000 x 4 = 80.000
<b>Total</b>	<b>380.000</b>

Le montant de cette dépense sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au profit de ces 4 élèves boursiers à l'école d'assistants d'élevage de Bamako.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1966, chapitre 40, article 5.

## Rôles

N° 421-MFE-CD du 26-11-66 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1966 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
192	Tsévié	Taxe progressive .....	8.865	12.433
"	Tabligbo	Taxe progressive .....	3.568	
193	Palimé	Taxe progressive .....	38.878	186.462
"	Nuatja	Taxe progressive .....	1.610	
"	Atakpamé	Taxe progressive .....	145.974	
194	Sokodé	Taxe progressive .....	86.141	186.626
"	Bafilo	Taxe progressive .....	1.811	
"	Bassari	Taxe progressive .....	1.018	
"	Lama-Kara	Taxe progressive .....	8.807	
"	Pagouda	Taxe progressive .....	6.259	
"	Kandé	Taxe progressive .....	2.149	
"	Mango	Taxe progressive .....	16.178	
"	Niamtougou	Taxe progressive .....	4.213	
"	Dapango	Taxe progressive .....	60.050	
Total . . . . .				385.521
				385.521

N° 422-MFE-CD du 26-11-66 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1966 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		BUDGET GENERAL		
189	Com. Lomé	Taxe progressive. . . . .	12.164.502	
"	"	Versement forfaitaire . . . . .	1.123.852	
			13.288.354	
190	Com. Lomé	Taxe progressive. . . . .	6.300	
"	"	B. I. C. . . . .	746.400	
"	"	I. G. R. . . . .	128.400	
			881.100	
		BUDGET COMMUNAL		
189	Com. Lomé	Taxe civique . . . . .	793.285	
190	"	Taxe civique . . . . .	12.100	
191	"	Patentes . . . . .	445.066	
		C/a sur patentes . . . . .	27.652	
			472.718	
				1.278.103
		Total . . . . .		15.447.557

N° 423-MFE-CD du 26-11-66 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1966 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		<b>BUDGET COMMUNAL</b>		
171	Com. Lomé	Taxe s/la V. L. . . . .	387.961	
"	"	Taxe s/la V. V. . . . .	20.228	
"	"	Taxe de voirie . . . . .	537.080	945.269
172	Com. Lomé	Taxe s/la V. L. . . . .	530.603	
"	"	Taxe s/la V. V. . . . .	31.216	
"	"	Taxe de voirie . . . . .	573.293	1.135.112
173	Com. Lomé	Taxe s/la V. L. . . . .	4.561.223	
"	"	Taxe s/la V. V. . . . .	130.320	
"	"	Taxe de voirie . . . . .	2.219.031	6.910.574
174	Com. Lomé	Taxe s/la V. L. . . . .	2.559.278	
"	"	Taxe s/la V. V. . . . .	10.052	
"	"	Taxe de voirie . . . . .	1.594.350	4.163.680
175	Com. Lomé	Taxe s/la V. L. . . . .	706.979	
"	"	Taxe s/la V. V. . . . .	23.590	
"	"	Taxe de voirie . . . . .	673.307	1.403.876
176	Com. Lomé	Taxe s/la V. L. . . . .	291.185	
"	"	Taxe s/la V. V. . . . .	26.884	
"	"	Taxe de voirie . . . . .	513.062	831.131
177	Com. Lomé	Taxe s/la V. L. . . . .	39.132	
"	"	Taxe de voirie . . . . .	70.654	109.786
178	Com. Lomé	Taxe s/la V. L. . . . .	1.384.246	
"	"	Taxe s/la V. V. . . . .	9.486	
"	"	Taxe de voirie . . . . .	795.401	2.189.133
179	Com. Lomé	Taxe s/la V. L. . . . .	759.288	
"	"	Taxe s/la V. V. . . . .	37.640	
"	"	Taxe de voirie . . . . .	630.923	1.427.851
180	Com. Lomé	Taxe s/la V. L. . . . .	644.979	
"	"	Taxe s/la V. V. . . . .	19.200	
"	"	Taxe de voirie . . . . .	613.158	1.277.337
181	Com. Lomé	Taxe sur les pompes distributrices de carburants . . . . .	1.252.000	21.645.749
		<b>Total . . . . .</b>		<b>21.645.749</b>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de vingt et un millions six cent quarante cinq mille sept cent quarante neuf francs est fixée au 15 novembre 1966.

N° 424-MFE-CD du 26-11-66 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1966 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
<b>BUDGET GENERAL</b>				
195	Cir. Sokodé	I.G.R.	65.932	
196	Cir. Bafilo	I. G. R.	15.216	
197	Cir. Bassari	I.G.R.	49.476	
198	Cir. Lama-Kara	I.G.R.	51.396	
199	Cir. Niamtougou	I.G.R.	29.952	
200	Cir. Pagouda	I.G.R.	41.160	
201	Cir. Kandé	I.G.R.	1.872	
202	Cir. Mango	I.G.R.	54.624	
203	Cir. Dapango	I. G. R.	55.980	
"	"	Taxe progressive	50.925	
			106.905	
204	Cir. Sokodé	Patentes	96.300	
205	Cir. Bafilo	Patentes	36.540	
206	Cir. Bassari	Patentes	100.400	
207	Cir. Lama-Kara	Patentes	168.180	
208	Cir. Niamtougou	Patentes	49.280	
209	Cir. Pagouda	Patentes	148.860	
210	Cir. Kandé	Patentes	30.060	
211	Cir. Mango	Patentes	79.400	
212	Cir. Dapango	Patentes	192.355	
				1.317.908
<b>BUDGET COMMUNAL</b>				
213	Com. Sokodé	Patentes	121.500	
"	"	C/A/ s/patentes	12.150	
			133.650	
214	Com. Bassari	Patentes	65.000	
"	"	C/A/ s/patentes	13.000	
			78.000	
				211.650
		<b>Total</b>		1.529.558

N° 425-MFE-CD du 26-11-66 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1966 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
<b>BUDGET GENERAL</b>				
182	Com. Lomé	Taxe progressive	611.936	
		I.G.R.	572.019	
			1.183.955	
183	Com. Lomé	B.I.C.	74.500	
		I.G.R.	210.000	
			284.500	
184	Com. Lomé	Taxe progressive	263.150	
				1.731.605
<b>BUDGET COMMUNAL</b>				
185	Com. Lomé	Taxe s/la V. L.	647.358	
		Taxe s/la V. V.	4.248	
		Taxe de voirie	441.099	
			1.092.705	
				1.092.705
		<b>Total</b>		2.824.310

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions huit cent vingt quatre mille trois cent dix francs est fixée au 30 novembre 1966.



N° 426-MFE-CD du 26-11-66 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1966 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
<b>BUDGET GENERAL</b>				
186	Cir. Tsévié Cir. Anécho Cir. Anécho	Taxe progressive . . . . .	5.020	122.330
187		Taxe progressive . . . . .	73.210	
		I. G. R. . . . .	44.100	
			117.310	
<b>BUDGET DE CIRCONSCRIPTION</b>				
188	Cir. Lomé	Taxe civique . . . . .	5.169.750	5.169.750
		<b>Total</b> . . . . .		5.292.080

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de cinq millions deux cent quatre vingt douze mille quatre vingt francs est fixée au 30 novembre 1966.

N° 427-MFE-CD du 26-11-66 — Est rendu exécutoire l'état de constatation pour servir à la perception de la taxe sur les véhicules, exercice 1966 ci-après :

Numéro de l'état	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
<b>BUDGET GENERAL</b>				
1	Lomé	Taxe sur les véhicules . . . . .	42.900	42.900

## MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

### Représentant de l'Etat en justice

N° 27-MJ du 19-11-66 — M. Couassi Joseph, chef de la circonscription administrative de Mango est désigné pour représenter l'Etat en justice dans la procédure suivie contre le nommé Diakissim Habéa, chauffeur à la section des travaux publics de Mango du chef d'homicide par imprudence.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

### Annulation et ouvertures de crédits

N° 63-INT du 17-11-66 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Tsévié, exercice 1966 :

**Chapitre V** — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien.

Article 1 — Entretien des routes et ponts etc. . . . . 600.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Tsévié, exercice 1966 :

**Chapitre II** — Service d'administration régionale (personnel)

Article 3 — Indemnités, gratifications et remboursements de frais . . . . . 96.000

Article 4 — Indemnités aux régisseurs et collecteurs contrôleurs de recettes . . . . . 100.000

**Chapitre III** — Service d'administration régionale (matériel)

Article 2 — Frais de bureau . . . . . 160.000

**Chapitre IV** — Service des travaux régionaux (personnel)

Article 2 — Traitement du personnel non titulaire . . . . . 244.000

600.000

### Absence irrégulière

N° 87-D-INT du 19-11-66 — Est constatée, pour compter du 19 novembre 1966, l'absence irrégulière de son poste de M. Kpelly Ephrem, agent permanent de 5e catégorie échelle B en service à la circonscription administrative de Kandé.

Pendant toute la durée de son absence, M. Kpelly n'aura droit à aucun traitement.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,  
DES TRANSPORTS,  
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

ARRETE No 20-MTP-DMG-SC du 11-11-66 relatif au transfert de la carrière d'extraction de sable de mer-route Aflao-Anécho du PK 16 et PK 16,500 au PK 21 et PK 22.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,  
DES TRANSPORTS,  
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu l'arrêté numéro 542 du 5 novembre 1932 portant réglementation des carrières et des conditions d'exploitation;

Vu le décret numéro 45-2015 du 1er septembre 1945 réglementant au Togo le domaine public;

Vu l'arrêté numéro 37-MTP-Mines du 29 août 1963;

Vu l'arrêté numéro 2-MTP-Mines du 20 janvier 1964;

Vu l'arrêté numéro 11-MTP-Mines-Ets. — C du 12 juin 1964;

Vu l'arrêté numéro 18-MTP-Mines-Ets. — C du 6 octobre 1964;

Vu l'arrêté numéro 11-MTP-Mines-Ets. — C du 3 mars 1965,

**ARRETE :**

Article premier — A partir du 29 octobre 1966, la carrière d'extraction de sable de mer située entre le PK 16 et le PK 16,500 sur la route Aflao-Anécho est transférée entre le PK 21 et le PK 22.

Art. 2 — Toute extraction de sable en un lieu autre que la carrière située entre le PK 21 et le PK 22 sera considérée comme une infraction et les auteurs seront passibles des peines prévues par l'arrêté no 542 du 5 novembre 1932 en son article 20.

Art. 3. — Le présent arrêté remplace et annule l'arrêté no 11-MTP-Mines-Ets. — C du 3 mars 1965.

Art. 4. — Le chef du service des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 novembre 1966.  
S. Aquereburu.

**Détachement**

No 556-D-MTP-TP du 11-11-66 — Est et demeure rapportée pour compter du 1er octobre 1966, la décision no 296-MTP-TP du 14 juin 1966 portant détachement de M. Afoutou Moïse, dessinateur-topographe, permanent 3è catégorie échelle C auprès du bureau central pour l'équipement d'outre-mer (B.C.E.O.M.)

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES  
SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

**Intégrations**

No 341-MFP du 10-11-66 — Est annulée en ce qui concerne M. Hassou Tcha, la nomination à l'emploi de proposé 1er échelon stagiaire des douanes prononcée par arrêté no 300-MFP du 6 octobre 1966.

No 348-MFP du 17-11-66 — M. Lawson Innocent Pierre, ex-infirmier militaire est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique au grade d'infirmier-adjoint 1er échelon (catégorie D) — indice 270, et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

No 349-MFP du 17-11-66 — M. Adoko Komla Jacques, titulaire du brevet du second degré « section géomètre » du lycée technique de Bamako (République du Mali) est admis dans le corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'adjoint technique 1er échelon stagiaire (catégorie B) — indice 750, et mis à la disposition du Vice-Président de la République, ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 13 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

No 350-MFP du 17-11-66 — M. Ayeva Paul, titulaire du diplôme d'ingénieur des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées) est admis dans le corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieur 3è classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1) — indice 1300, et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (chapitre 18, article 6 du budget général).

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

No 351-MFP du 17-11-66 — Les candidats dont les noms suivent, titulaires du B.E. ou B.E.P.C. et du C.E.A.P. sont admis de la façon suivante dans le corps du personnel de l'enseignement et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

*Instituteurs-adjoints 3è classe 1er échelon  
stagiaires (indice 550)*

Mlle Galley Bernadette

MM. Adam Kokou Alexandre

Limta M. Maurice

*Instituteur-adjoint 3è classe 1er échelon (indice 550)*

M. Kabaté Koumaï Emile.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés. (

No 352-MFP du 17-11-66 — M. Apelete David, agent permanent, titulaire du diplôme de l'école d'agriculture de Tové est admis dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en qualité d'adjoint technique du conditionnement 2e cl. 1er éch. stagiaire (cat. C) — indice 550, et reste mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de signature.

No 353-MFP du 17-11-66 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés sont rayés de leurs corps respectifs et intégrés de la façon suivante dans le corps du personnel de la radiodiffusion, pour compter du 1er octobre 1966.

Nom et Prénoms	Ancienne situation	Nouvelle situation	A. C.
Lawson Théophile . . . . .	officier de police 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	journaliste 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (catégorie B.) indice 750	1a 3m
Gnamey Benoît . . . . .	instituteur-adjoint 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 700)	rédacteur 2 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (catégorie C.) indice 700	1a 10m
Sodji Quam Valentin . . . . .	instituteur-adjoint 3 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 650)	rédacteur 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (catégorie C.) indice 650	1a 10m

N° 354-MFP du 17-11-66 — M. Afanou Komlan François, titulaire du B.E. et du B.E.P.C., diplômé du centre régional de formation de bibliothécaires de Dakar est admis dans le corps du personnel de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C) — indice 550, et mis à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique (chapitre 24, article 10 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service.

N° 361-MFP du 25-11-66 — Est annulée en ce qui concerne MM. Gbeglo Komi, Ahiamba Seth et Anani Dago-

bert, la nomination à l'emploi de préposés 1<sup>er</sup> échelon stagiaires des douanes prononcée par arrêté n° 300-MFP du 6 octobre 1966.

### Titularisations

N° 343-MFP du 10-11-66 — M. Sodji Félix, moniteur 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps du personnel de l'enseignement, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966 — A.C. 1 an.

Une bonification des deux tiers de l'ancienneté acquise en qualité d'agent permanent lui est attribuée dans son emploi actuel conformément aux dispositions de l'article 50 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961.

Date d'entrée dans l'administration et anc. en qualité d'agent permanent au 1-1-64	Bonification de 2/3	Rappel ancienneté de stage	Ancienneté totale
1-5-56 — 7a 8 mois	5a 1 mois 10 jours	1 an	6a 1m 10j.

La situation administrative de M. Sodji est rétablie de la façon suivante :

1-1-66 — moniteur 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon — A.C. 6a 1m 10j.

1-1-66 — moniteur 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon — A.C. 4a 1m 10j.

1-1-66 — moniteur 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon — A.C. 2a 1m 10j.

1-1-66 — moniteur 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon — A.C. 1m 10j.

N° 357-MFP du 17-11-66 — Les moniteurs 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires du corps du personnel de l'enseignement dont les noms suivent, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966 — A.C. 1 an.

Dagadou Colette, née Attivi      Bayouma B. André  
Dom Sébastien                      Gblecou Dermari

Avonyo Théodore	Yaguinim B. Benoît
Aloegnikou René	Akakpo Justin
Agbezouhlon Emile	Elessessi Ernestine
Amadou Léonard	Derman Agnoro
Sontoua René	Akakpo Thomas
Kouak Antoine	Hillah Bernadette
Aziati Jean	Ahoun Eliézer
Edorh A. Théodore	Aguey Zinsou Christian
Olympio Hélène, née Acolatsé	

Une bonification des deux tiers de leur ancienneté acquise en qualité d'agents permanents est attribuée dans leur emploi actuel à chacun des moniteurs du corps du personnel de l'enseignement conformément aux dispositions de l'article 50 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961.

Nom et Prénoms	Date d'entrée dans l'administration et ancienneté au 1-1-65	Bonification de 2/3	Rappel anc. de stage	Ancienneté civile totale au 1-1-66
Dagadou Colette, née Attivi	1er janvier 1952	8a 8 mois	1an	9a 8 mois
Dom Sébastien	15 octobre 1955	7a 4m 10j.	1an	8a 4m 10j.
Bayouma Boukpassi André	15 octobre 1955	7a 4m 10j.	1an	8a 4m 10j.
Gbéléou Dermani	5 novembre 1956	5a 5m 6j.	1a	6a 5m 6j.
Avonyo Théodore	1er janvier 1958	4a 8m	1a	5a 8m
Aloégnikou K. René	1er janvier 1958	4a 8m	1a	5a 8m
Agbezouhlon K. Emile	1er janvier 1958	4a 8m	1a	5a 8m
Amadou Léonard	1er janvier 1958	4a 8m	1a	5a 8m
Sontoua René	20 janvier 1958	4a 7m 16j.	1a	5a 7m 16j.
Kouak Antoine	1er octobre 1958	4a 2m	1a	5a 2m
Aziati Jean	15 novembre 1958	4a 1m	1a	5a 1m
Olympio Hélène, née Acolatsé	1er janvier 1959	4a	1a	5a
Edorh A. Théodore	24 décembre 1959	3a 4m 4j.	1a	4a 4m 4j.
Yaguinim B. Benoît	1er décembre 1960	2a 8m 20j.	1a	3a 8m 20j.
Akakpo Justin	21 janvier 1961	2a 7m 14j.	1a	3a 7m 14j.
Elessessi Ernestine	6 avril 1961	2a 5m 6j.	1a	3a 5m 6j.
Derman Agnoro	1er mai 1961	2a 4m	1a	3a 4m
Akakpo Thomas	2 octobre 1961	2a 1m 28j.	1a	3a 1m 28j.
Hillah Bernadette	2 octobre 1961	2a 1m 28j.	1a	3a 1m 28j.
Ahoun Eliézer	2 octobre 1961	2a 1m 28j.	1a	3a 1m 28j.
Aguey Zinsou Christian	2 octobre 1961	2a 1m 28j.	1a	3a 1m 28j.

La situation administrative des moniteurs ci-dessous énumérés est rétablie de la façon suivante :

Dagadou Colette, née Attivi	1-1-66 — monitrice 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. A.C. 9a 8m	Aloégnikou K. René	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. A.C. 5a 8 mois
	1-1-66 — monitrice 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch. A.C. 7a 8m		1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch. A.C. 3a 8m
	1-1-66 — monitrice 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch. A.C. 5a 8m		1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch. A.C. 1a 8m
	1-1-66 — monitrice 3 <sup>e</sup> cl. 4 <sup>e</sup> éch. A.C. 3a 8m		1-5-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 4 <sup>e</sup> éch. A.C. néant
Dom Sébastien	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. A.C. 8a 4m 10j.	Agbezouhlon K. Emile	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. A.C. 5a 8 mois
	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch. A.C. 6a 4m 10j.		1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch. A.C. 3a 8m
	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch. A.C. 4a 4m 10j.		1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch. A.C. 1a 8m
	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 4 <sup>e</sup> éch. A.C. 2a 4m 10j.		1-5-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 4 <sup>e</sup> éch. A.C. néant
Bayouma Boukpassi André	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. A.C. 8a 4m 10j.	Amadou Léonard	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. A.C. 5a 8 mois
	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch. A.C. 6a 4m 10j.		1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch. A.C. 3a 8m
	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch. A.C. 4a 4m 10j.		1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch. A.C. 1a 8m
	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 4 <sup>e</sup> éch. A.C. 2a 4m 10j.		1-5-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 4 <sup>e</sup> éch. A.C. néant
Gbéléou Dermani	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. A.C. 6a 5m 6j.	Sontoua René	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. A.C. 5a 7m 16j.
	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch. A.C. 4a 5m 6j.		1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch. A.C. 3a 7m 16j.
	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch. A.C. 2a 5m 6j.		1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch. A.C. 1a 7m 16j.
	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 4 <sup>e</sup> éch. A.C. 5m 6j.		16-5-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 4 <sup>e</sup> éch. A.C. néant
Avonyo Théodore	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. A.C. 5a 8 mois	Kouak Antoine	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. A.C. 5a 2m
	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch. A.C. 3a 8m		1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch. A.C. 3a 2m
	1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch. A.C. 1a 8m		1-1-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch. A.C. 1a 2m
	1-5-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 4 <sup>e</sup> éch. A.C. néant		1-11-66 — moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 4 <sup>e</sup> éch. A.C. néant

Aziati Jean	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch.
		A.C. 5a 1m
	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch.
		A.C. 3a 1m
	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch.
		A.C. 1a 1m
	1-12-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 4 <sup>e</sup> éch.
		A.C. néant
Olympio Hélène, née-Acolatsé	1-1-66	— monitrice 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch.
		A.C. 5a
	1-1-66	— monitrice 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch.
		A.C. 3a
	1-1-66	— monitrice 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch.
		A.C. 1a
Edorh A. Théodore	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch.
		A.C. 4a 4m 4j.
	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch.
		A.C. 2a 4m 4j.
	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch.
		A.C. 4m 4j.
Yaguinim B. Benoît	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch.
		A.C. 3a 8m 20j.
	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch.
		A.C. 1a 8m 20j.
	10-4-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch.
		A.C. néant
Akakpo Justin	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch.
		A.C. 3a 7m 14j.
	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch.
		A.C. 1a 7m 14j.
	16-5-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch.
		A.C. néant
Eléssessi Ernestine	1-1-66	— monitrice 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch.
		A.C. 3a 5m 6j.
	1-1-66	— monitrice 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch.
		A.C. 1a 5m 6j.
	24-7-66	— monitrice 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch.
		A.C. néant
Derman Agnoro	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch.
		A.C. 3a 4m
	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch.
		A.C. 1a 4m
	1-8-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch.
		A.C. néant
Akakpo Thomas	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch.
		A.C. 3a 1m 28j.
	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch.
		A.C. 1a 1m 28j.
	2-11-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch.
		A.C. néant
Hillah Bernadette	1-1-66	— monitrice 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch.
		A.C. 3a 1m 28j.
	1-1-66	— monitrice 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch.
		A.C. 1a 1m 28j.
	2-11-66	— monitrice 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch.
		A.C. néant
Ahoun Eliézer	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch.
		A.C. 3a 1m 28j.
	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch.
		A.C. 1a 1m 28j.
	2-11-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch.
		A.C. néant
Aguey Zinsou Christian	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch.
		A.C. 3a 1m 28j.
	1-1-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch.
		A.C. 1a 1m 28j.
	2-11-66	— moniteur 3 <sup>e</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch.
		A.C. néant

### Nominations

N° 344-MTAS du 10-11-66 — Mme Eklou Hélène, née Anthony, institutrice 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'enseignement, affectée à la direction du service des affaires sociales (chapitre 24, article 8, paragraphe 3 du budget général), est nommée directrice du centre national de formation sociale.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 346-MTAS-CNFS du 14-11-66 — Sont nommés pour l'année scolaire 1965—1966, conformément aux dispositions du décret 66-136 du 26 août 1966, professeurs dans les disciplines ci-après, les fonctionnaires, agents d'administration et agents retraités dont les noms suivent :

Education sanitaire	M. Ehlan
Médecine	Dr Edorh
Instruction civique	M. Savi de Tove
Nation togolaise	M. Attignon
Introduction au service social	Mme Kuévi
Sports, musique, folklore	M. Moorhouse
Couture	Mme Savi de Tove

Les professeurs ci-dessus nommés percevront individuellement à ce titre une indemnité horaire forfaitaire de mille francs (1.000 frs) en ce qui concerne M. Ehlan, Dr Edorh, M. Savi de Tove, M. Attignon, Mme Kuévi, M. Moorhouse et de cinq cents francs (500 frs) en ce qui concerne Mme Savi de Tove pour cours professé.

La dépense est imputable au budget général — chapitre 24, article 8, paragraphe 3.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1965.

### Engagement

N° 637-D-MFP du 17-11-66 — Mlle Douhadji Sévérine est engagée en qualité de dactylographe permanente de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, en remplacement numérique de M. Ayité Benjamin, démissionnaire.

L'intéressée est mise à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique (chapitre 24, article 10 du budget général).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

### Affectations

N° 630-D-MFP du 17-11-66 — M. Ventura Jacques, architecte, arrivé à Lomé le 21 septembre 1966 au titre de l'assistance technique française, est mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications pour compter de la même date (chapitre 18 — article 6 du budget général).

N° 633-D-MFP du 17-11-66 — Mme Lavastre Michèle, professeur contractuel de l'assistance technique française, arrivée à Lomé le 6 octobre 1966, est mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale pour compter de la même date (budget général — chapitre 26, article 5, paragraphe 3).



N° 634-D-MFP du 17-11-66 — Mme Lare Liliane, professeur contractuel de l'assistance technique française, arrivée à Lomé le 5 octobre 1966, est mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale pour compter de la même date (budget général — chapitre 26, article 5, paragraphe 1).

N° 635-D-MFP du 17-11-66 — M. Ahoomey Hermann, adjoint administratif principal 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'administration générale est mis à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice (chapitre 16, article 6 du budget général).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

#### Fin de détachement

N° 360-MFP du 19-11-66 — M. Sessou Jean, géomètre de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps supérieur du service topographique de l'ex-AOF, dont la période de détachement n'a pas été renouvelée depuis le 1<sup>er</sup> mars 1965, est remis à la disposition du Gouvernement de la République du Dahomey.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 17 novembre 1966.

#### Rétablissement de situation administrative

N° 355-MFP du 17-11-66 — La situation administrative de M. Tchacorom Honoré Mani, officier de police adjoint est ainsi rétablie au point de vue exclusif de l'ancienneté :

1-7-64 — officier de police-adjoint 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon — A.C. 7a 10m.

1-1-65 — officier de police-adjoint 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon — A.C. 6a 4 mois

1-7-65 — officier de police-adjoint 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon — A.C. 4a 8 mois.

#### Passage automatique d'échelon

N° 636-D-MFP du 17-11-66 — Sont constatés au titre du deuxième semestre 1966 et pour compter des dates ci-dessous indiquées, les passages automatiques aux échelons supérieurs de leur grade des fonctionnaires appartenant aux cadres suivants :

#### A2 — CADRE DES INGENIEURS DE LA METEO

*Au 4<sup>e</sup> échelon du grade d'ingénieur de 2<sup>e</sup> classe*

1-9-66 — Anani Messan — A.C. néant, ingénieur 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

#### B — CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES NAVIGATIONS AERIENNES

*Au 4<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe*

1-8-66 — Lawson Michel — A.C. néant, adjt technique 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

#### C — CADRE DES ASSISTANTS

*Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'assistant navigation aérienne de 1<sup>re</sup> classe*

1-7-66 — Tépé Martin — A.C. néant, assistant 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

#### D — CADRE DES AGENTS SPECIALISES

*Au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'agent spécialisé confirmé*

1-7-66 — Ephoévi-Ga Godfroid — A.C. néant, agent spécialisé confirmé 2<sup>e</sup> échelon

22-10-66 — Adotévi Henri — A.C. néant, agent spécialisé confirmé 2<sup>e</sup> échelon

#### B — CADRE DES CONTROLEURS DES CONTRIBUTIONS DIRECTES

*Au 3<sup>e</sup> échelon du grade de contrôleur de 2<sup>e</sup> classe*

1-7-66 — Torko Emmanuel — A.C. néant, contrôleur 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon

#### C — CADRE DES AGENTS D'ASSIETTE

*Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'agent d'assiette de 1<sup>re</sup> classe*

1-7-66 — Anthony Vicentia, née Agbomson — A.C. néant, agent d'assiette 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon.

#### Maintien en disponibilité

N° 340-MFP du 10-11-66 — Mme Salami Mireille (née Rousson), monitrice 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps du personnel de l'enseignement, placée en position de disponibilité sans traitement, est maintenue, sur sa demande, dans cette position, pour une nouvelle période d'un an, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1966.

N° 345-MFP du 14-11-66 — M. Bawa Moumouni, instituteur-adjoint 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'enseignement, placé dans la position de disponibilité sans traitement, est maintenu, sur sa demande, dans cette position, pour une nouvelle période de deux ans, à compter du 31 octobre 1966.

#### Licenciement

N° 347-MFP du 12-11-66 — M. Adigo Roger, ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire du corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, est licencié de son emploi pour insuffisance professionnelle notoire.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de signature.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**Affectation**

N° 266-D-MEN du 19-11-66 — M. Tométy Stanislas, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon, précédemment comptable du ministère de l'éducation nationale et du centre d'enseignement supérieur de Lomé suivant note de service n° 2622-MEN du 14-12-65, est mis à la disposition du directeur général de l'institut d'enseignement supérieur du Bénin pour servir en qualité d'intendant à la section littéraire dudit institut implantée à Lomé et dénommée centre d'enseignement supérieur de Lomé.

A ce titre, M. Tométy Stanislas est responsable du budget du centre. Il effectue toutes les opérations comptables. Il contrôle l'utilisation du matériel affecté au centre. Il veille à l'entretien matériel des pensionnaires, au versement des bourses.

Le traitement de M. Tométy qui continuera à être payé sur les crédits du chapitre 26, article 2 (budget général) jusqu'au 31-12-66, sera imputable au chapitre 26, article 12 (budget général) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1967.

La présente décision prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966.

**Engagements**

N° 259-D-MEN du 17-11-66 — MM. Komlangan Félix et Agbokou Yawo Emmanuel, instituteurs, titulaires du B.E.P.C. et du C.A.P., précédemment en service en République de Guinée, sont engagés en qualité d'instituteurs-décisionnaires, au salaire mensuel de trente mille (30.000) francs en attendant leur éventuelle intégration dans un cadre régulier.

Leur traitement est imputable sur le budget général chapitre 26 — article 7.

M. Komlangan est mis à la disposition de l'inspecteur primaire de Tsévié pour servir à l'école officielle de Mission-Tové (adjoint).

M. Agbokou est mis à la disposition de l'inspecteur primaire d'Anécho pour servir à l'école officielle de Dagbati (adjoint).

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service.

N° 264-D-MEN du 19-11-66

**Au lieu de :**

Mlle Houédakor est mise à la disposition de l'inspecteur de la jeunesse et des sports à Lomé.

**Lire :**

Mlle Houédakor qui est classée au groupe V en ce qui concerne les déplacements pour les besoins de service, est mise à la disposition de l'inspecteur de la jeunesse et des sports à Lomé.

Le reste sans changement.

**Démission**

N° 257-D-MEN du 10-11-66 — Est acceptée, pour compter du 31 août 1966, la démission de son emploi, offerte par M. Lochina Idrissa Apollinaire, moniteur permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle B en service à Nangbéné (Mango).

## MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

**Concours**

N° 143-D-MER-Ag. du 15-11-66 — Le concours d'admission au centre d'apprentissage agricole de Tové est fixé au 5 février 1967.

Tous les candidats titulaires au minimum du C.E.P.E. et âgés de 15 ans au moins sont admis à se présenter à ce concours sous réserve de fournir les pièces suivantes :

1° — une demande d'inscription sur papier libre, adressée au ministre de l'économie rurale et précisant leur adresse complète ;

2° — un bulletin de naissance ou toute pièce administrative en tenant lieu ;

3° — un certificat médical spécifiant la taille et le poids du candidat et attestant qu'il n'est atteint ni d'affection tuberculeuse, ni d'aucune maladie ou infirmité susceptible de le rendre inapte au service actif et qu'il a subi les vaccinations réglementaires ;

4° — une copie certifiée conforme du C.E.P.E. ;

5° — un certificat de bonne conduite délivré par le directeur de l'école où le candidat a accompli sa dernière année d'études, comportant des indications précises sur son caractère et ses aptitudes ;

6° — un engagement de suivre en entier le cycle des études prévues au centre d'apprentissage agricole.

Les dossiers des candidats devront parvenir avant le 10 janvier 1967, délai de rigueur, au ministère de l'économie rurale à Lomé.

Un centre d'examen sera ouvert à chaque chef-lieu de circonscription administrative dans un local désigné par le chef de circonscription.

Les candidats devront s'y présenter à 7h.15 munis d'une pièce d'identité.

Le nombre de places mises au concours est fixé à 10.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

**Licenciement — Admission**

N° 135-D-INTER-MSP du 15-11-66 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne les candidats suivants, la décision interministérielle n° 120-MSP-MEN du 29 septembre 1966 portant admission en première année de l'école nationale des infirmiers et infirmières et

de l'école d'assistants d'hygiène ; ces candidats ne s'étant pas présentés depuis la rentrée scolaire le 3 octobre 1966 :

*Ecole nationale des infirmiers et infirmières*

Fadomon François	Kossi Kossi Jean
Gbéglo Komi	Amouzou Martin
Adademe Alphonse	

*Ecole d'assistants d'hygiène*

Boukari Adam

Les candidats dont les noms suivent sont déclarés admis en première année de l'école nationale des infirmiers et infirmières d'Etat en remplacement des candidats défaillants dont la liste ci-dessus :

Ataklo Godwin	Koffi Théophile
Adanto Sewona	Adjanor Akakpo Norbert
Kpankou K. Emmanuel	Akué A. N. Eugène
Gbéku Yawo Benoît	Missoh Koffi Antoine
Mensah Ekoué Pierre	Essozimana B. Marcellin

La présente décision a effet pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1966.

N° 133-D-MSP du 15-11-66 — M. Tossim Pierre, élève de 2<sup>e</sup> année de l'école nationale des infirmiers et infirmières d'Etat du Togo, est licencié de ladite école ; l'intéressé ne s'étant pas présenté depuis la rentrée scolaire le 3 octobre 1966.

## AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

### Immatriculation au registre de commerce

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 23 novembre 1966 sous le n° 1084 chronologique, M. Billaud René a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne « Billaud ».

Inscription a été faite au livre 1 n° 301 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 23 novembre 1966 sous le n° 1085 chronologique, M. Akouété Emmanuel a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne « Impressions Sonores du Togo ».

Inscription a été faite au livre 1 n° 302 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 30 novembre 1966 sous le n° 1086 chronologique, M. Macaulley Alhadj Isiac Salou a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne « Etablissement ISMAC ».

Inscription a été faite au livre 1 n° 303 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 1<sup>er</sup> décembre 1966 sous le n° 1087 chronologique, M. Sitti Amakoué M. Gratien a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne « G. T. B. ».

Inscription a été faite au livre 1 n° 304 analytique.

Pour insertion et avis :

*Le greffier en chef,*

Ph. A. Ako

